



## Résumé du rapport 2010

### concernant les mesures de lutte contre la discrimination en Finlande,

par Juhani Kortteinen

#### 1. Introduction

Jusqu'à la fin des années 1980, la Finlande était un des pays européens les plus homogènes sur le plan culturel. Le nombre d'immigrants y était réduit au minimum, en raison d'une politique restrictive en la matière, ainsi que de faibles chances de trouver un emploi. C'est ainsi que jusqu'à cette date, la Finlande générait, elle-même, des immigrants, principalement en direction de la Suède. Les minorités nationales traditionnelles (les Sámi, les Roms, les juifs et les tatars) étaient (et sont toujours) en faible nombre. En 1990, un changement radical s'est opéré, pour passer de l'émigration à l'immigration, entraînant un véritable bouleversement démographique, dans la mesure où la population aux origines étrangères a doublé en l'espace de dix années. Des gens aux cultures très différentes en provenance d'Afrique, d'Asie et d'autres continents ont élu résidence en Finlande, et cela dans un court espace de temps.

Cette diversification culturelle rapide et relativement importante s'illustre par le fait que le nombre de citoyens étrangers est passé de 26 300, en 1990 à 132 700, en 2007. Actuellement, le nombre d'étrangers représente environ 2,3 pour cent de la population totale. La plupart des immigrés sont de nationalité russe, estonienne, suédoise, somalienne ou (ex-)yougoslave. Les russophones constituent, à présent, la deuxième minorité linguistique, après les suédophones. La Finlande abrite un certain nombre de minorités nationales telles que les minorités roms, juives, tatares et russes ainsi que le peuple indigène des Sámi. Les Sámi et les minorités nationales sont au nombre de 50 000 environ.

La diversité religieuse est également en augmentation, bien que le statut et le nombre de fidèles que compte l'Église luthérienne restent forts. Le changement constitue essentiellement ici une question de principe. Historiquement, jusqu'à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, chaque Finlandais devait appartenir soit à l'Église luthérienne soit à l'Église orthodoxe et la liberté totale de religion ne fut garantie qu'en 1923. Actuellement, 81 % de la population appartient à l'Église évangélique luthérienne. Les autres groupes religieux sont sensiblement plus petits, le premier en importance étant celui de l'Église orthodoxe russe (1 %) et le mouvement pentecôtiste (1 %). Les catholiques, les adventistes, les méthodistes, les baptistes et les membres de l'Armée du salut représentent globalement 1 % de la population. Au cours de ces dix dernières années ou dès l'arrivée d'immigrés en provenance de pays musulmans, la taille des communautés islamiques en Finlande a augmenté et les musulmans sont actuellement au nombre de 15 000 au moins (soit 0,3 % de la population). Le nombre de juifs se situe aux alentours de 1 350 personnes.



Outre ceux déjà mentionnés, l'on dénombre également une trentaine d'autres communautés religieuses enregistrées en Finlande. 15 % environ des habitants ne font partie d'aucune communauté religieuse.

Les premières dispositions légales concernant la discrimination fondée sur l'origine ethnique furent introduites dans la législation finlandaise après la Seconde Guerre mondiale, de telles interdictions ayant été prévues dans les traités de paix de Moscou et de Paris. D'autres développements en ce sens sont intervenus en 1970, suite à la ratification, par la Finlande, de la convention internationale sur élimination de toutes les formes de discrimination raciale (CERD).

Un changement considérable dans les attitudes est apparu au niveau des questions relatives à l'orientation sexuelle. Traditionnellement, l'homosexualité était considérée comme un péché par les autorités religieuses, comme une pathologie par les autorités médicales et comme relevant du droit pénal.

Le comportement homosexuel a été dépénalisé en 1971 et la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle fut interdite en 1995. L'année 2001 vit l'adoption de la loi sur les partenariats enregistrés, garantissant aux couples de même sexe enregistrés un statut se rapprochant à maints égards de celui des couples mariés. De nouvelles ouvertures sont intervenues récemment parmi les pasteurs et d'autres membres de la hiérarchie de l'Église luthérienne, en ce qui concerne l'orientation sexuelle. L'Église luthérienne accepte, désormais, des pasteurs homosexuels ou transsexuels.

La sensibilisation à l'égard d'une discrimination liée à l'âge est assez importante en Finlande. Un tiers des personnes interrogées dans le cadre d'une enquête estimaient que la discrimination fondée sur l'âge survenait « fréquemment » ou « de temps à autre » sur leur lieu de travail. On n'a pu dénombrer toutefois que peu d'actions intentées pour cause de discrimination fondée sur l'âge. En ce qui concerne la situation des personnes atteintes d'un handicap, l'objectif politique et juridique est resté axé sur les services spécifiques nécessaires aux personnes handicapées c'est-à-dire sur l'approche de la politique sociale traditionnelle et pas tant sur l'égalité de traitement. Par conséquent, l'on ne dispose pas de beaucoup d'informations en ce qui concerne la nature et l'étendue de la discrimination liée au handicap et le nombre de procès intentés pour une discrimination liée au handicap est resté faible. Cependant, l'on observe un déplacement progressif vers une approche fondée davantage sur l'égalité des droits.

## **2. Législation principale**

Les principales dispositions qui concernent la discrimination ont été inscrites dans la Constitution, dans la loi de non-discrimination et dans le Code pénal.

En outre, l'on compte une douzaine de textes de loi individuels qui traitent de domaines particuliers de la vie tels que les différents types de travail et qui interdisent la discrimination dans leurs sphères respectives d'application.



La Finlande a ratifié la plupart des principaux accords internationaux relatifs à la lutte contre la discrimination tels que la convention européenne des droits de l'homme (CEDH), y compris son protocole n° 12, le pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), le pacte international des Nations unies relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC), la convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (CIEDR), la convention des Nations unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et la convention relative aux droits de l'enfant. La Finlande a signé (mais pas ratifié), la convention des Nations Unies relatives aux droits des personnes handicapées et la convention n° 169 de l'OIT relative aux peuples indigènes et tribaux, bien que les promesses de ratification de la convention n° 169 de l'OIT aient été données il y a vingt ans et aient été à présent renouvelées.

Les conventions qui ont été ratifiées et incorporées dans la loi nationale font partie intégrante du système juridique national. Elles peuvent être directement appliquées au tribunal et doivent être prises en compte dans l'interprétation des lois ordinaires, ce qui vient renforcer, encore davantage, la protection juridique nationale contre la discrimination.

La section 6 de la Constitution porte sur l'égalité et interdit la discrimination. La principale avancée que représente cette garantie constitutionnelle de non-discrimination réside dans l'assurance d'une égalité officielle, du principe qui veut que les personnes soient traitées identiquement dans des circonstances similaires, mais qui veut promouvoir aussi la réalisation d'une égalité substantielle et complète dans la pratique.

L'interdiction constitutionnelle de la discrimination peut être directement invoquée au tribunal et le droit ordinaire doit être interprété conformément à celle-ci. Jusqu'ici, la disposition constitutionnelle sur la lutte contre la discrimination a été essentiellement appliquée dans des situations impliquant l'utilisation de la force publique, mais peut, dans certains cas, concerner aussi les relations entre parties privées.

La loi de non-discrimination représente le principal instrument adopté pour transposer dans la législation nationale les directives relatives à l'égalité de traitement de l'UE. La loi de non-discrimination interdit la discrimination dans un certain nombre de domaines clés de la vie, dont l'emploi et l'enseignement. La Finlande a tardé quelque peu à transposer les deux directives, la loi de non-discrimination étant entrée en vigueur en février 2004 alors que la directive relative à l'égalité raciale, par exemple, aurait dû être transposée dans la législation nationale dès juillet 2003. En substance, la loi de non-discrimination suit assez étroitement les dispositions des deux directives européennes sur l'égalité de traitement (la directive relative à l'égalité raciale et la directive sur l'égalité de traitement dans l'emploi), bien qu'à certains égards elle aille au-delà des exigences minimales qui s'y trouvent énoncées. Les tribunaux et le tribunal des discriminations ont appliqué cette loi dans plusieurs affaires importantes et il est probable qu'elle verra son importance s'accroître encore dans le futur.



Deux modifications ont été apportées à cette loi au cours de la période de rapport et concernent, d'une part, le champ d'application de la loi et, d'autre part, les tâches incombant au médiateur des minorités.

Le Code pénal possède deux dispositions sur la discrimination. La première régit notamment la discrimination dans la prestation de services et dans l'exercice de charges publiques alors que la seconde couvre la discrimination dans le secteur de l'emploi. On trouve une jurisprudence importante selon la première disposition, principalement en ce qui concerne la discrimination ethnique. La punition de la discrimination telle qu'elle est fixée par la loi prend la forme d'amendes et de peines d'emprisonnement pouvant atteindre six mois. Dans la pratique, la condamnation pour discrimination s'est traduite par des amendes.

Les principales dispositions de lutte contre la discrimination nationales interdisent toutes, de manière explicite ou implicite, la discrimination fondée sur une grande variété de motifs et notamment l'âge, l'origine ethnique et raciale, la religion, les croyances, l'orientation sexuelle et le handicap.

L'égalité des sexes est abordée dans la Constitution et dans le Code pénal, ainsi que dans une loi séparée d'application générale, la loi relative à l'égalité entre femmes et hommes. La législation finlandaise n'aborde pas explicitement la question de la discrimination multiple.

En janvier 2007, le ministère de la Justice a institué un comité (« comité pour l'égalité ») qui est chargé de réexaminer et de préparer une réforme de la législation finlandaise en vigueur de lutte contre la discrimination.

Le comité doit clôturer sa mission pour la fin octobre 2009. L'un des objectifs clés de ce dernier est d'œuvrer en faveur d'un cadre législatif plus intégré, dans lequel les mécanismes et recours juridiques à disposition ne dépendraient pas, par principe, du motif de discrimination en question. Le comité devait fournir sa proposition finale en octobre 2009, mais comme son mandat a été prolongé jusqu'à la fin de l'année, il n'a remis son rapport final que le 21 décembre 2009. Le travail du comité s'est révélé difficile et plusieurs des membres du comité se sont déclarés mécontents du résultat final obtenu. La raison principale de ce mécontentement était que les objectifs avancés pour l'effort de réforme à fournir par le ministère de la Justice n'ont pas été entièrement réalisés. Les dispositions proposées devaient élargir le champ d'application de la discrimination de sorte que toute discrimination multiple, toute discrimination par association et toute discrimination par présomption seraient interdites. Le 16 novembre 2010, le ministre de la Justice a annoncé que par manque de moyens financiers et compte tenu de l'incapacité de trouver des fonds supplémentaires pour financer la réforme, le gouvernement a décidé de postposer celle-ci et de la confier au prochain gouvernement qui devrait être mis en place après les élections parlementaires d'avril 2011.



Les îles Åland, une province suédophone autonome de Finlande qui compte environ 26 200 habitants et possède des pouvoirs législatifs dans certains domaines particuliers tels que l'emploi, l'enseignement et la sécurité sociale, ont adopté leur propre ensemble de lois de lutte contre la discrimination. Ces lois interdisent la discrimination fondée sur les motifs de l'origine ethnique, de la religion et des convictions, du handicap, de l'âge, du sexe et de l'orientation sexuelle.

### 3. Principes généraux et définitions

Cela fait déjà un certain temps que le principe de l'égalité de traitement est fermement ancré dans la législation nationale. Toutefois, l'approche adoptée par la législation plus récente, en particulier par la loi de non-discrimination, se différencie de celle adoptée par les parties plus anciennes de la législation et, à cet égard, la législation de lutte contre la discrimination de Finlande se caractérise par un certain dualisme. L'approche traditionnelle de la législation de lutte contre la discrimination finlandaise consistait à opter pour des formulations assez générales de l'égalité et de la non-discrimination et à fournir une protection pour une grande diversité de motifs sur une base égale, à l'exception de celle fondée sur le genre, concernant laquelle une loi séparée est en vigueur depuis 1987. La discrimination se définissait, à l'origine, comme étant « le fait de mettre une personne dans une position différente sans raison acceptable ». Comme cette formulation est de nature assez vague, c'était aux tribunaux et aux experts juridiques de déterminer dans la pratique ce qu'il fallait considérer comme étant une « position différente » ou « une raison acceptable ».

Jusqu'alors, la notion de discrimination multiple en tant que telle était inconnue aussi bien de la législation que du système judiciaire finlandais, bien que la législation ne contienne pas de disposition expresse susceptible de faire obstacle à ce que ce type de discrimination puisse être pris en considération.

L'approche de la législation plus récente, et de la loi de non-discrimination en particulier, apparaît différente, en ce qu'elle comporte des dispositions plus précises traitant de la définition de la discrimination, stipulant son champ d'application et les exceptions considérées comme légitimes. Les motifs interdits mentionnés expressément par la loi sont l'âge, l'origine ethnique ou nationale, la nationalité, la langue, la religion, les croyances, les opinions, la santé, le handicap et l'orientation sexuelle, mais le texte reste ouvert pour accueillir d'autres motifs tirés de l'interprétation de la loi.

La loi de non-discrimination interdit explicitement de nombreuses manifestations de discrimination, y compris la discrimination directe et indirecte, le harcèlement et tout comportement consistant à enjoindre à quiconque de pratiquer une discrimination. La loi interdit également, dans une certaine mesure, la discrimination fondée sur des caractéristiques supposées, ainsi que celle fondée sur l'association avec des personnes présentant des caractéristiques supposées, bien que la législation ne soit pas tout à fait claire sur ces sujets.



La loi de non-discrimination interdit également les rétorsions, faisant référence au traitement défavorable ou aux effets négatifs visant une victime de discrimination ou une autre personne au motif qu'une plainte pour discrimination a été déposée ou une autre action de ce type a été intentée, ou est prévue, contre l'auteur de l'acte. Faisant exception, le traitement différencié requiert une interprétation plus restrictive. Il peut être légitime dans la vie professionnelle à condition de se fonder sur une exigence professionnelle essentielle et déterminante.

Le traitement différencié fondé sur l'âge ne doit pas être considéré comme une discrimination si ce traitement poursuit un but objectif et approprié qui est lié à d'importants objectifs sociétaux, tels que la réduction du chômage.

La législation de lutte contre la discrimination finlandaise, qu'il s'agisse de l'ancienne ou de la nouvelle, autorise, sans l'imposer, l'action positive. L'action positive fait référence à des mesures spécifiques qui visent à soulager ou prévenir les désavantages liés à la discrimination. Cependant, la loi de non-discrimination oblige les pouvoirs publics à promouvoir activement et systématiquement la réalisation de l'égalité de traitement.

Il s'agit en particulier d'y parvenir en supprimant les obstacles qui entravent la réalisation de l'égalité. C'est l'une des situations où la législation finlandaise de lutte contre la discrimination va au-delà des exigences minimales énoncées dans les deux directives de l'UE.

Afin de promouvoir l'égalité de traitement des personnes handicapées, la loi de non-discrimination exige des employeurs et des personnes en charge de l'éducation qu'ils prennent, si nécessaire, des mesures raisonnables pour aider les personnes handicapées à avoir accès au marché de l'emploi ou aux formations, à faire face aux obligations de leur travail et à progresser dans leur carrière. L'obligation de fourniture d'aménagements raisonnables n'est préventive qu'en partie et s'applique, principalement, aux services, à l'enseignement, à la sécurité sociale, au droit de la construction et à l'aménagement du territoire.

La loi de non-discrimination ou ses travaux préparatoires ne définissent pas les concepts d'« appartenance ethnique », d'« origine ethnique », de « religion », de « handicap », d'« âge » ou d'« orientation sexuelle » aux fins de la loi de lutte contre la discrimination. Selon les règles générales d'interprétation, ces notions doivent donc être interprétées selon la législation internationale des droits de l'homme et les décisions de la Cour de justice de l'Union européenne.

Les lois adoptées par les îles Åland suivent les directives de l'Union européenne et les lois nationales récentes et interdisent explicitement la discrimination directe et indirecte, le harcèlement, le comportement consistant à enjoindre à quiconque de pratiquer une discrimination et les rétorsions.





#### 4. Champ d'application matériel

La loi finlandaise de lutte contre la discrimination couvre un large domaine et s'applique, d'une manière générale, tant au secteur privé qu'à celui public. La principale avancée de l'interdiction constitutionnelle de la discrimination consiste à garantir l'égalité de traitement dans l'exercice des fonctions publiques. La Constitution a néanmoins une incidence aussi sur les relations juridiques entre parties privées et peut, par exemple, prévoir des motifs juridiques de modification ou d'annulation de clauses discriminatoires présentes dans un contrat. Toutefois, le champ d'application de la loi de non-discrimination finlandaise apparaît plus restreint en ce qui concerne le secteur privé.

Le champ d'application matériel de la loi de non-discrimination suit assez étroitement celui des deux directives de l'UE, mais les dépasse en étendant sa protection à tous les motifs de discrimination dans le domaine de l'enseignement/la formation. Par conséquent, la loi de non-discrimination interdit la discrimination fondée notamment sur la religion, les convictions, l'âge, l'orientation sexuelle, le handicap et l'origine ethnique dans les domaines suivants (typologie étendue) :

- i) l'accès au travail et au statut d'indépendant,
- ii) les conditions d'accès à l'emploi, les conditions d'emploi et de travail,
- iii) l'orientation professionnelle,
- iv) l'accès à l'enseignement, à tous les types de formation professionnelle et de perfectionnement et
- v) l'affiliation à et l'implication dans une organisation de travailleurs ou d'employeurs. En outre, la discrimination fondée sur l'origine ethnique est également interdite dans les domaines suivants :
- vi) les services sociaux et services de santé,
- vii) les avantages sociaux et prestations sociales,
- viii) le service militaire ou civil, y compris le service militaire volontaire pour les femmes et
- ix) l'accès au logement et toute autre offre de biens et services disponibles au public.

Les transactions juridiques réalisées dans la sphère de la vie familiale ou privée ne sont pas couvertes. Le domaine de l'éducation n'est pas complètement régi dans la mesure où la loi n'est pas applicable au contenu ou aux objectifs de l'enseignement ou du système éducatif.

- x) Le Code pénal est applicable aux cas de discrimination qui se sont produits notamment dans les domaines de l'emploi, de l'offre de services et de l'exercice de charges dans un office public.



Les lois adoptées par les îles Åland interdisent toute discrimination fondée sur les motifs de l'origine ethnique, de la religion et des convictions, du handicap, de l'âge et de l'orientation sexuelle, comme suit : la discrimination dans le domaine de l'emploi est interdite pour tous les motifs, la discrimination dans le domaine de la santé et des services sociaux est interdite lorsqu'elle est fondée sur les motifs de l'origine ethnique, de la religion et des convictions ainsi que de l'orientation sexuelle ; la discrimination dans le domaine de l'éducation et de la fourniture de biens et de services est interdite lorsqu'elle est fondée sur les motifs de l'appartenance ethnique, de la religion et des convictions, du handicap et de l'orientation sexuelle.

## **5. Mise en application de la loi**

Si une décision discriminatoire est prise dans l'exercice des fonctions publiques, la victime de discrimination peut recourir à la procédure de rectification ou à une autre voie d'appel ordinaire. Elle peut également se tourner vers le médiateur parlementaire ou le chancelier de la justice pour porter plainte.

Les victimes de discrimination ethnique peuvent, dans certains cas, s'adresser également au médiateur des minorités ou porter l'affaire devant le tribunal des discriminations national, lequel est compétent pour connaître des actions visant tant des autorités publiques que des défendeurs issus du secteur privé. Le tribunal peut prononcer des injonctions de ne pas faire, ainsi qu'imposer des amendes conditionnelles, dont il pourra ordonner l'exécution si l'injonction n'était pas suivie d'effet. Une victime de discrimination ethnique peut, en vertu de la loi de non-discrimination, choisir de réclamer une indemnisation devant un tribunal ordinaire. L'indemnisation peut atteindre 15 560 EUR et même plus dans des cas exceptionnellement graves.

Si la discrimination survient dans le domaine du travail ou de l'éducation/la formation, la victime peut porter l'affaire devant un tribunal ordinaire et y réclamer une indemnisation comme décrit ci-dessus et/ou intenter une action pénale. Une victime de discrimination ethnique peut également introduire une plainte auprès du Conseil de lutte contre la discrimination ou se tourner vers le médiateur des minorités, qui peuvent se charger de la suite du traitement de l'affaire. Dans les questions relatives à l'emploi, la conformité avec la législation de lutte contre la discrimination est supervisée par l'autorité de la sécurité et de la santé au travail. Cette autorité peut procéder à des inspections sur le site et, en cas de constatation de la présence d'une discrimination, doit en faire état au ministère public.

Si la discrimination se produit dans le domaine des prestations de services, la victime peut intenter une action en justice pénale ou, dans le cas d'une discrimination fondée sur le motif de l'origine ethnique, réclamer des dommages et intérêts en vertu de la loi de non-discrimination ou porter plainte devant le tribunal des discriminations.





Auparavant, c'est-à-dire avant que la loi de non-discrimination entre en vigueur, les voies de recours judiciaire le plus souvent utilisées étaient celles de l'action pénale. La plupart des affaires de ce type ont été traitées pour des cas de refus d'accès, pour motif d'origine ethnique, dans des restaurants ou d'autres lieux ouverts au public.

L'entrée en vigueur de la loi de non-discrimination a modifié quelque peu cette situation dans la mesure où elle facilite la charge de la preuve dans toutes les procédures de droit civil qui rentrent dans son champ d'application et autorise les victimes de discrimination à réclamer des dommages et intérêts, deux points qui s'avèrent importants pour les victimes et qui ont entraîné une certaine augmentation du recours aux poursuites civiles et administratives.

Les ONG et autres organisations de défense des droits de l'homme n'ont pas le droit d'ester en justice nécessaire pour engager des actions en justice au nom de la victime, mais il est possible pour un juriste travaillant pour une organisation de représenter une victime conformément aux règles ordinaires de représentation. Cela se produit rarement dans la pratique, mais il faut noter que l'on trouve des organisations qui offrent des conseils d'experts aux victimes concernant, par exemple, la manière d'intenter une action en justice.

Certaines ONG qui opèrent dans le domaine des droits de l'homme ont eu recours aux tests de situation, mais de tels cas sont appréciés à la lumière des procédures habituelles. L'utilisation d'éléments statistiques de preuve apparaît possible, mais dans la mesure où leur évaluation repose sur une libre appréciation, le tribunal demeure toujours libre de la portée qu'il décidera d'accorder à de telles preuves.

Des affaires de discrimination sont de temps à autre portées à l'attention du public, en particulier par les principaux quotidiens.

## **6. Organismes de promotion de l'égalité de traitement**

L'office du médiateur pour les minorités a été fondé en 2001 afin de promouvoir la réalisation de l'égalité de traitement indépendamment de l'origine ethnique. Le médiateur agit principalement en qualité d'organe spécialisé, prodiguant conseils et instructions aux victimes de discrimination ethnique. Le médiateur peut également offrir une assistance juridique dans des affaires exceptionnellement importantes. La plupart des affaires de discrimination ethnique dans lesquelles l'office du médiateur a été contacté traitaient de prestations de biens ou de services, particulièrement de logement, recrutement, de sécurité sociale ou d'éducation. En cas de constatation de pratiques discriminatoires, le médiateur aura pour visée de les éliminer, par ses conseils et ses instructions. Il émettra également des recommandations et suggérer des initiatives visant à améliorer les relations ethniques et le statut des minorités ethniques. Une victime de discrimination peut demander au médiateur de mener des procédures de conciliation. Le médiateur étant compétent pour demander la mise à disposition de toute information nécessaire pour l'accomplissement de ses tâches (et cela auprès de quiconque), il peut mener des enquêtes de manière indépendante concernant des cas individuels mettant en cause une prétendue discrimination.



Suite à la modification, en 2008, de la loi relative au médiateur des minorités et au tribunal des discriminations, le médiateur peut également mener des sondages indépendants, ainsi que décider, en toute indépendance, des cibles et des modalités afférant auxdits sondages. Toutefois, le rapport explicatif relatif aux modifications susvisées indique que lesdits sondages devront être de nature générale.

Le médiateur ou la victime de discrimination peut également porter l'affaire devant le tribunal des discriminations, lequel est compétent pour traiter les plaintes relatives à la discrimination ethnique (mais non pas dans le domaine du travail).

Le tribunal peut confirmer un arrangement entre les parties et interdire la poursuite ou le renouvellement d'une pratique discriminatoire. Le tribunal peut également imposer une amende conditionnelle ainsi que, sur demande, ordonner que ladite amende soit réglée si l'injonction de ne pas faire prononcée n'était pas suivie d'effet. Il peut se prononcer sur l'interprétation correcte de la loi de lutte contre la discrimination à la demande de l'une des deux parties ou des deux parties, du médiateur pour les minorités, d'une juridiction, d'un pouvoir public ou d'une ONG.

Quel que soit le motif de la discrimination subie, une victime de discrimination peut également porter plainte auprès du médiateur parlementaire ou du chancelier de la justice si la discrimination s'est produite dans l'exercice de pouvoirs publics. Ces organes ne peuvent modifier ni annuler une décision donnée, mais peuvent intenter une action en justice contre un fonctionnaire et/ou donner leur avis en ce qui concerne l'interprétation correcte de la loi.

Les îles Åland ont également créé une fonction de médiateur en charge de la lutte contre la discrimination. Le médiateur est une entité indépendante dont la tâche consiste à promouvoir et à garantir l'égalité de traitement sur base de l'origine ethnique, de la religion et des convictions, du handicap, de l'âge, du sexe et de l'orientation sexuelle. Le médiateur a reçu pour mission de veiller à l'application et au respect de la nouvelle législation de lutte contre la discrimination adoptée dans les îles Åland.